

*Questions orales*

Quand le gouvernement passera-t-il à l'action pour remédier à cette situation désespérée dans laquelle se trouvent les étudiants?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** La députée fait allusion à la situation très difficile dans laquelle se trouvent les étudiants en Nouvelle-Écosse. Malgré les mesures d'austérité financière que doivent prendre tous les paliers de gouvernement, le ministre de la Jeunesse a augmenté, quoique légèrement, le financement du programme Défi afin de permettre aux étudiants de trouver un emploi d'été.

Dans les circonstances, j'estime qu'il faut souligner que des mesures sont prises pour garantir la reprise de l'économie et, partant, la création d'emplois d'été pour nos jeunes.

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, le ministre a raison de dire que l'augmentation en question est très légère. En réalité, le financement n'a été augmenté que de 3,5 p. 100, après une réduction de 44 p. 100 les six années précédentes. C'est une goutte dans un seau percé. Si c'est ça l'économique d'après les conservateurs, il va vraiment falloir les renvoyer sur les bancs d'école.

Maintenant, le gouvernement dit que le programme Défi 93 va aider les employeurs qui engagent des étudiants du secondaire. Dans ma circonscription, Halifax, les frais de scolarité de l'Université Dalhousie doivent augmenter de 50 p. 100 encore sur cinq ans.

Pourquoi le gouvernement ne vient-il pas en aide aux étudiants au lieu de dresser les étudiants du secondaire contre les étudiants universitaires pour une poignée de dollars?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, si la députée s'inquiète à ce point du sort de ces jeunes étudiants, qu'elle félicite donc le ministre des Finances de ne pas avoir diminué les transferts aux provinces au titre de l'éducation dans son budget.

• (1435)

En ces temps d'austérité financière, la bonne nouvelle c'est que les fonds consacrés à la formation des ressources humaines n'ont pas été réduits. Ils ont même été augmentés comparativement à d'autres dépenses de l'État, ce qui témoigne du fait que les étudiants constituent une priorité pour notre gouvernement.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, les milliers d'étudiants qui finissent maintenant leur année universitaire et qui sont à la recherche d'emplois ne seront pas tellement convaincus

par ce genre de réponse. Ils pourraient toutefois trouver intéressante la solution proposée par le président Clinton, qui a emprunté aux néo-démocrates l'idée d'un service national d'emploi des jeunes et qui a proposé une réforme des programmes de prêts et bourses aux étudiants, mesures qui aideront les étudiants à faible revenu à avoir un meilleur accès aux collèges et aux universités.

Dans sa nouvelle politique sur l'éducation permanente, le gouvernement fédéral proposait de maximiser l'accès à l'éducation. Ma question s'adresse à la secrétaire d'État ou à son porte-parole. Dans les programmes fédéraux de ce type, le gouvernement est-il prêt à faire un effort particulier pour garantir l'accessibilité à l'éducation postsecondaire à ceux qui sont actuellement découragés par les nouvelles dispositions sur les prêts aux étudiants et l'insuffisance des fonds prévus pour les emplois d'été pour étudiants?

**L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Monsieur le Président, la ministre a examiné attentivement le programme de prêts aux étudiants. Parce que j'ai brièvement assumé ses fonctions, je sais qu'elle a l'intention de présenter un plan qui pourra aider les étudiants dont le député parle.

Il convient de rappeler que ce programme particulier vient en aide à environ un quart de millions d'étudiants. C'est un programme très important qui existe depuis environ 25 ans, depuis le milieu des années 60, si je ne m'abuse. Il a été d'une grande utilité pour de nombreux étudiants canadiens. Nous attendons avec impatience le moment où la ministre présentera un plan révisé qui, bien entendu, viendra en aide à un plus grand nombre de personnes actuellement dans le besoin.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, permettez-moi de souligner que, dans sa stratégie d'éducation, le gouvernement fédéral établit très clairement que son objectif est de maximiser l'accès à l'éducation permanente.

Ma question s'adresse au porte-parole de la secrétaire d'État et concerne les nouvelles restrictions annoncées à l'égard des prêts aux étudiants, la baisse des paiements de transfert aux collèges et aux universités ainsi que l'importante réduction du financement consenti pour les programmes d'emplois d'été. Il est question d'une baisse de 3,5 p. 100, alors que le taux de chômage parmi les étudiants atteint 18 p. 100.

Croit-il que ces mesures favorisent une accessibilité accrue, ou se pourrait-il que le gouvernement ait une priorité qu'il ne nous a pas dévoilée jusqu'à maintenant mais qui consiste à réduire l'accessibilité alors qu'il est censé l'accroître?